

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT.
En application des articles L 2124-2, L2125-1 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
COMMUN AUX DEUX LOTS

MAITRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

ACHETEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTION DU PATRIMOINE - SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE
 CELLULE CONDUITE

OBJET DU MARCHE

ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE
 REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET
 BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE-CALEDONIE (FANC).

GROS ŒUVRE

Lot 1 : Nouméa – Mont Dore-Plum-Ile des Pins

Lot 2 : NANDAI et PAITA

NUMÉRO DE PROJET

25006

<i>Projet</i> 25006	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES DE NOUVELLE CALEDONIE (FANC) – GROS ŒUVRE-MAÇONNERIE LOT 1 Nouméa – Mont Dore-Plum-Ile des Pins LOT 2 Nandai et La Tontouta	<i>C.C.T.P.</i>	Page 1 de 16
-------------------------------	--	-----------------	--------------------

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	INTRODUCTION	4
1.2	OBJET DU MARCHÉ	4
1.3	PERIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE.....	4
1.4	LIMITES DES PRESTATIONS	4
2	REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE	4
2.1	NORMES ET RÈGLEMENTS	4
2.2	NORMES ET TERMINOLOGIE	5
2.2.1	<i>Textes réglementaires.....</i>	5
2.2.2	<i>Documents techniques unifiés et normes.....</i>	5
2.2.3	<i>Les avis techniques ;.....</i>	5
2.3	TERMES ET DÉFINITIONS	5
3	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	5
3.1	GÉNÉRALITÉS.....	5
3.2	GARANTIE DE CONTINUITÉ DE SERVICE.....	6
3.3	GARANTIE DE SÉCURITÉ DE FONCTIONNEMENT DES ÉQUIPEMENTS	6
3.4	SÉCURITÉ AU TRAVAIL, PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES	6
3.5	PRÉVENTION CONTRE L'INCENDIE	7
3.6	OUTILLAGE, MOYENS DE MANUTENTION ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION.....	7
3.7	FOURNITURES À LA CHARGE DU TITULAIRE	7
3.8	MOYENS DE DÉPLACEMENT DU PERSONNEL ET DE TRANSPORT DES PIÈCES	7
4	ORGANISATION DU TITULAIRE.....	7
4.1	RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHÉ	7
4.2	SOUS-TRAITANCE	8
5	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	8
5.1	FOURNITURES ET MATÉRIAUX	8
5.1.1	<i>Nature et qualité des ciments</i>	8
5.1.2	<i>Dosages minimaux en ciment.....</i>	8
5.1.3	<i>Nature et qualité des granulats</i>	8
5.1.4	<i>Eau.....</i>	8
5.1.5	<i>Adjuvants</i>	8
5.1.6	<i>Huile de démoulage</i>	8
5.1.7	<i>Aciers pour béton armé.....</i>	9
5.1.8	<i>Sable</i>	9
5.1.9	<i>Colle</i>	9
5.2	CONDITIONS D'EXECUTIONS DES TRAVAUX	9
5.2.1	<i>Formes, chapes et dalles</i>	9
5.2.2	<i>Tolérances d'exécution</i>	9
6	NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	11
6.1	DÉPANNAGES ET RÉPARATIONS	11
6.2	DECLenchement	11
6.2.1	<i>Heures ouvrées (HO).....</i>	11
6.3	PLANNING D'INTERVENTION OU DE TRAVAUX.....	11
6.4	COMPTES RENDUS D'INTERVENTION DE DÉPANNAGE, DE RÉPARATION OU DE TRAVAUX.....	12
6.5	GROUPEMENT DES COMMANDES POUR LA FACTURATION.....	12
6.6	DÉCOMPOSITION ET PHASAGE DES PRESTATIONS	12
6.6.1	<i>Phasage de déroulement et suivi des prestations</i>	12
6.6.2	<i>Avant toute exécution de travaux.....</i>	12
6.6.3	<i>Pendant la période d'exécution.....</i>	13
6.6.4	<i>À la fin de chaque chantier</i>	13
6.7	INSTALLATION DE CHANTIER	13
6.7.1	<i>Installations fournies par le titulaire.....</i>	13
6.7.2	<i>Installation pour chantier avec baraquement</i>	13
6.7.3	<i>Installations pour chantier sans baraquement</i>	13
6.7.4	<i>Signalisation supplémentaire</i>	14
6.7.5	<i>Installations fournies par le maître d'ouvrage pour les fluides</i>	14

6.8	ELIMINATION DES DECHETS	14
7	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	14
7.1	MATERIAUX	14
7.2	RESPONSABILITE DU TITULAIRE.....	15
7.3	AGREMENTS-ESSAIS-ANALYSES.....	15
7.4	ECHANTILLONS	15
8	REUNIONS CONTRACTUELLES	15
8.1	PARTICIPATION AUX REUNIONS	15
8.2	REUNION DE LANCEMENT	15
8.3	REUNIONS TRIMESTRIELLES	16
8.4	REUNION ANNUELLE.....	16

1 OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Introduction

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de décrire :

- les objectifs généraux ;
- la nature et l'étendue des prestations de dépannage et de travaux dues au titre du présent marché ainsi que les conditions de leurs exécutions et les exigences minimales de résultats à atteindre ;
- les relations contractuelles entre l'acheteur et le titulaire.

La réalisation complète de ces objectifs et résultats constitue une obligation du titulaire et conditionne le paiement des sommes dues au marché. Dans le cas où les objectifs et les résultats ne sont pas totalement atteints, les paiements sont diminués des réfections et/ou des pénalités applicables prévues au CCAP.

Il est expressément convenu que le choix des moyens propres à atteindre les objectifs et résultats définis relèvent exclusivement du titulaire et ne peuvent, en conséquence, justifier le non-respect des objectifs contractuels.

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande "GROS ŒUVRE - MACONNERIE" sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation, sur les emprises des forces armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) dont la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA) a la charge.

1.3 Périmètre géographique

Les installations objets du présent marché à maintenir sont réparties sur différentes zones du territoire de la Nouvelle-Calédonie, comme suit :

- LOT 1 : Nouméa, Mont Dore, Plum et Ile des pins
- LOT 2 : Nandai et Païta

1.4 Limites des prestations

Les prestations sont limitées aux domaines Gros Œuvre relatifs aux prestations du BPU et à ce présent cahier des charges. Certaines pièces peuvent être commandées dans le cadre de ce présent marché hors BPU si ces dernières sont trop spécifiques.

Toutes les prestations nécessaires à la réalisation des travaux sont à prendre en compte par le titulaire lors de l'établissement de ses devis. L'exécution de sa prestation doit être entière et conforme à la réglementation en vigueur afin de permettre le bon fonctionnement dès la réception des travaux.

Le titulaire est donc tenu de respecter les dispositions suivantes :

- disposer de moyens d'intervention flexibles adaptés aux besoins en travaux de dépannage et de réparation ;
- respecter la sécurité des personnes et des biens, le code du travail et tenir compte de la protection de l'environnement.

Toutes notes de calculs peuvent être exigées sur demande du maître d'œuvre.

2 REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE

2.1 Normes et règlements

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Il respecte également les Cahiers des Clauses Spécifiques (CCS) et les Documents Techniques Unifiés (DTU) et leurs additifs, et les notices techniques d'entretien des équipements.

Les ouvrages du présent contrat doivent être conçus et réalisés conformément aux règles de l'art, aux guides et textes réglementaires et normatifs en vigueur, en particulier ceux cités ci-après.

Si des documents, spécifiques à des prestations ou à un domaine particulier, sont en contradiction avec les documents d'ordre général, il est de la responsabilité du titulaire de s'adresser au représentant de la personne publique pour connaître les suites à donner.

2.2 Normes et terminologie

Tout ou partie des travaux, même s'il n'est pas précisé ou omis dans le présent CCTP, y compris dans les articles 2.2.1 à 2.2.3 ci-après, est soumis à toutes les prescriptions des documents suivants :

2.2.1 Textes réglementaires

- code du Travail ;
- code de la Construction et de l'habitation ;
- code de l'Environnement ;
- code de la Santé publique ;
- textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;
- lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels, préfectoraux, communaux en vigueur et non cités.
- les eurocodes.

2.2.2 Documents techniques unifiés et normes

- DTU 12 : Terrassement pour le bâtiment ;
- DTU 13.1 : Fondations superficielles ;
- DTU 13.3 : Dallages, conception, calcul et exécution ;
- DTU 20.1 : Parois et murs en maçonnerie de petits éléments ;
- DTU 21 : Exécution des travaux en béton ;
- DTU 25.31 : Ouvrages verticaux de plâtrerie, exécution des cloisons en carreaux de plâtre ;
- DTU 25.41 : Ouvrages verticaux de plâtrerie, exécution des cloisons en carreaux de plâtre ;
- DTU 26.1 : Enduits aux mortiers de ciment, de chaux et de mélange plâtre et chaux aérienne ;
- DTU 26.2 : Chapes de dalles à base de liants hydrauliques ;
- DTU 60.41 : Canalisations en polychlorure de vinyle chloré PVC, évacuation d'eaux usées.

2.2.3 Les avis techniques ;

- les règles et les guides des normes UTE, AFNOR, APSAD.

2.3 Termes et définitions

Titulaire : désigne le signataire du marché, appelé également titulaire. S'il s'agit d'un groupement, le titulaire désigne le groupement représenté le cas échéant par son mandataire.

L'acheteur ou le bénéficiaire : désigne le donneur d'ordre, interlocuteur unique du titulaire et responsable de la coordination entre les différents intervenants non liés au titulaire. Sa représentation est assurée conformément aux règles de responsabilité internes au maître d'ouvrage qui sont communiquées ultérieurement au titulaire.

Occupants ou exploitants : le personnel utilisant les bâtiments (appelés également utilisateur).

Ces termes sont complétés par le glossaire en annexe.

3 OBLIGATION DU TITULAIRE

3.1 Généralités

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire doit notamment :

- toutes les démarches administratives pour l'accès du personnel et du matériel à l'intérieur des sites. La pratique du travail dissimulé peut exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- la désignation d'un responsable de chantier qui est l'interlocuteur privilégié de la DID ;
- la participation aux réunions et aux visites de prévention préalables chaque fois qu'il est convoqué. L'absence du titulaire à ces réunions peut l'exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé. Le non-respect de ces consignes peut exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- à la demande de la Personne publique, la fourniture des échantillons et modèles de matériaux et matériels prévus d'être mis en œuvre ;
- la signalisation et le balisage des chantiers et des zones de stockage ;
- la protection par bâche des équipements ou mobiliers restant en place ;

- l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, appareils et matériels ;
- tous les frais de main d'œuvre, de pose, de manutention et de transport ;
- le transport et le stockage des matériels déposés et réutilisables sur site ;
- l'évacuation des gravois et autres matériaux dans une décharge réglementaire. Aucune benne n'est mise à disposition de l'entreprise ;
- l'évacuation des matériels déposés lors des travaux de dépose (sauf spécifications contraires prévues au bon de commande). Cette évacuation doit être réalisée dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- tous les scellements et rebouchages de trous dans la nature du matériau constituant la paroi ;
- la fourniture et pose des fourreaux, colliers et supports nécessaires ;
- tous les dispositifs d'insonorisation sur canalisations et traversées de parois (verticales et horizontale) : joints souples, supports anti vibratoires, etc. ;
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, essais et contrôles de ses ouvrages ;
- la documentation en français, PV d'essais, notes de calcul... relatifs aux matériels installés et à l'installation réalisée ;
- l'information éventuelle du personnel appelé à se servir des équipements mis en service ;
- la mise à jour des schémas et listes de matériels concernés par le chantier. Les documents originaux sont communiqués par la prise en charge des contrôles et vérifications réglementaires nécessaires à la restitution des ouvrages en conformité avec la législation en vigueur au moment de la réception, la non remise des documents peut exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- l'assistance à l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et toutes les éventuelles reprises pour mise en conformité ;
- le nettoyage journalier du chantier et la remise en état des lieux en fin de chantier.

Tout rebut de nettoyage, de gravois, de matériaux trouvé dans les réseaux d'évacuation donne lieu à une pénalité définie dans le CCAP. De plus, le nettoyage de la canalisation est effectué aux frais et risques du titulaire.

3.2 Garantie de continuité de service

La durée d'immobilisation des équipements nécessitée par les diverses prestations de dépannage ou de réparation, doit être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art.

En cas d'avarie grave ou de réparation de longue durée entraînant un arrêt d'un équipement, le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la nature, de l'importance des travaux à effectuer et du délai nécessaire à leur exécution.

3.3 Garantie de sécurité de fonctionnement des équipements

Après une quelconque intervention, le titulaire s'engage, expressément et sous sa propre responsabilité, à ne remettre à la disposition des usagers uniquement des équipements offrant toutes les garanties de bon fonctionnement et de sécurité.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, ces garanties ne peuvent être obtenues, le titulaire doit en aviser le maître d'œuvre et doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour condamner l'utilisation de l'équipement. L'arrêt du service est porté à la connaissance des usagers par des pancartes placées en évidence.

En outre, le titulaire doit informer sans retard le maître d'œuvre de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Cette information doit être faite par téléphone auprès du maître d'œuvre et confirmée par courriel. Toutes les mesures d'urgence sont prises afin d'éviter tout risque d'accident et toutes les dispositions nécessaires pour interdire l'utilisation ou l'accès à l'équipement sont prises.

3.4 Sécurité au travail, protection des biens et des personnes

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. On entend ici, par sécurité, celle liée au travail mais aussi celle liée à la manipulation d'organes alimentés en énergie.

Lorsque la sécurité des biens ou des utilisateurs est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et rend compte *a posteriori* au maître d'œuvre des mesures conservatoires ou des réparations urgentes qu'il a dû prendre.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé définies dans le CCAP.

3.5 Prévention contre l'incendie

Le titulaire du présent marché devra assurer à ses frais et sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie ; elles comportent la présence obligatoire sur ses chantiers :

- d'un extincteur efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés ;
- d'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

De plus, l'entrepreneur devra désigner nominativement pour chacun de ses chantiers un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage, de chalumeaux ou autre équipement.

Enfin, conformément à l'arrêté n° 87/1317 du 22/10/87, il est rappelé que les feux sont interdits sur le Territoire de la Commune de Nouméa ; ledit arrêté donnant les spécifications particulières auxquelles l'entrepreneur devra se conformer, le cas échéant.

3.6 Outillage, moyens de manutention et équipements de protection

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'outillage, les moyens de manutention et les équipements de protection individuelle. Le titulaire en assure également l'entretien.

Les matériels utilisés sont en conformité avec les normes et les règlements de sécurité. Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les matériels et outils doivent être rangés immédiatement après utilisation.

3.7 Fournitures à la charge du titulaire

Les prix au BPU comprennent les divers produits nécessaires à la bonne exécution du marché tels que ingrédients, consommables et petites fournitures sont (**liste non exhaustive donnée à titre indicatif**) :

- les huiles et graisses ;
- les chiffons et les produits de nettoyage d'usage courant ;
- les produits anticorrosion et de protection (vernis, peinture, etc.) ;
- les produits pour dégripper ;
- les cadenas, colles, scotchs ;
- les visseries, boulonneries, accessoires de fixation ;
- les raccords, vannes, joints, garnitures d'usage courant ;
- tout autre produit, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de maintenance exécutée et au bon fonctionnement de l'équipement.

3.8 Moyens de déplacement du personnel et de transport des pièces

Le titulaire fournit tous les moyens pour :

- les déplacements de son personnel ;
- le transport des pièces des lieux de réparation, ou de réception en cas d'achats directs, vers les lieux d'intervention et ce, en toute sécurité.

Aucun moyen de levage ou de transport n'est mis à disposition du titulaire par l'acheteur ou l'occupant. Toutes les manutentions sont à la charge exclusive du titulaire, sauf celles indiquées dans le BPU.

4 ORGANISATION DU TITULAIRE

4.1 Responsable physique du marché

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire s'engage à nommer une personne physique titulaire et une autre personne remplaçante chargée de représenter l'entreprise au titre du présent marché.

Le responsable du marché est chargé de l'organisation, de l'encadrement des agents et du suivi des prestations et des sous-traitants éventuels. Le responsable du marché doit être remplacé par une autre personne disposant du même niveau de connaissance des lieux, des équipements et de l'historique du contrat, ainsi que des mêmes compétences et moyens durant ses périodes d'absence (congrés, arrêts maladie, formation, etc.).

Le responsable du marché est l'interlocuteur privilégié de l'acheteur et du maître d'œuvre pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat.

A ce titre, il doit :

- être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations relevées par l'acheteur ;

- être en mesure d'apporter une réponse à toute demande de l'acheteur sur les domaines couverts par le présent marché ;
- assister aux réunions programmées définies dans le présent marché ;
- assister aux réunions sur demande du maître d'œuvre ;
- être joignable en heures ouvrables ;
- se tenir informé des réglementations en vigueur et de leur évolution notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement.

4.2 Sous-traitance

Le titulaire assure, autant que possible, l'ensemble de ses prestations avec son propre personnel. Toutefois, lorsqu'il ne possède pas toutes les qualifications requises, le titulaire peut avoir recours à des sous-traitants. Ceux-ci agissent sous sa responsabilité pleine et entière, avec les mêmes règles que celles énoncées pour son propre personnel, et en portant une attention particulière aux règles d'accès et de sécurité.

Les sous-traitants et leur personnel doivent disposer du même niveau d'habilitation que celui requis par le titulaire.

Avant toute intervention d'un sous-traitant, celui-ci doit avoir fait l'objet d'une déclaration de sous-traitance validée par l'administration. En cas d'utilisation de sous-traitance frauduleuse, le titulaire s'expose aux pénalités indiquées dans le CCAP.

5 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

5.1 Fournitures et matériaux

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages du présent lot répondent aux conditions et spécifications suivantes :

5.1.1 Nature et qualité des ciments

Les ciments employés sont conformes à la norme NFP 15-302 applicable sur le territoire pour le CEM 32,5, et à la norme européenne EN 197.1 pour le CEM 42,5.

En milieu moyennement ou fortement agressif, il est utilisé le CEM 42,5, sauf dérogation formelle du maître d'œuvre.

5.1.2 Dosages minimaux en ciment

Pour l'appréciation des dosages minimaux en ciment, il est fait application de l'article 3-3 du DTU 21 ou du C3 de l'annexe T 24-1 du fascicule 65 du C.C.T.G.

Les critères d'exposition aux agressions de l'environnement étant les suivantes :

- Ouvrages en béton armé exposés, mais sans agressivité particulière :
 - éléments enterrés.
- Ouvrages en béton armé exposés à des conditions agressives sévères :
 - éléments non enterrés.

5.1.3 Nature et qualité des granulats

Les granulats pour bétons lourds de construction sont conformes à la norme NFP 18-301.

5.1.4 Eau

L'eau de gâchage est conforme à la norme NFP 18-303.

L'emploi de l'eau de mer pour le gâchage du béton est interdit.

5.1.5 Adjuvants

Les adjuvants utilisés répondent aux spécifications des normes NFP 18-103, NFP 18-303, NFP 18-330 à 18-338 et bénéficier d'un droit d'usage de la marque NF.

L'emploi d'un B.C.N (béton à caractère normalisé) bénéficiant de la marque NF utilisant un adjuvant figurant sur la liste des fabricants admis à la marque NF de fonction principale réducteur d'eau, plastifiant, entraîneur d'air ou accélérateur de prise, n'entraîne aucune autre contrainte pour l'entrepreneur que l'obligation de mentionner les références de cet adjuvant sur les bons de livraison du béton, conformément à la norme NFP 18-305.

5.1.6 Huile de démoulage

Elles ne produisent ni taches, ni réaction sur les éléments de béton, ni sur les enduits ou peintures, appelés à les recouvrir.

5.1.7 Aciers pour béton armé

Les armatures pour béton armé répondent aux conditions du fascicule n° 4 – titre 1er du C.C.T.G, ainsi qu'aux normes NFA 35-015 à 22.

Les aciers « haute adhérence » sont d'une limite d'élasticité unique pour l'ensemble des chantiers (400 ou 500 MPA) ; les armatures constitutives des treillis soudés sont de nuance TL E ou TE 500.

La fiche d'identification des armatures pour les aciers HA et pour les treillis soudés est présentée au représentant du maître d'œuvre s'il en fait la demande.

5.1.8 Sable

L'emploi du sable de mer non lavé est interdit.

5.1.9 Colle

Les colles employées sont compatibles avec les revêtements à poser.

Les colles pour parquets mosaïques ou revêtements céramiques bénéficient d'un avis technique du C.S.T.B. en cours de validité.

5.2 Conditions d'exécutions des travaux

5.2.1 Formes, chapes et dalles

5.2.1.1 Formes

Outre les joints de construction du support, qui sont poursuivis dans les formes, des joints de fractionnement sont prévus :

- pour les surfaces supérieures à 30 m² ;
- tous les 8 m dans les couloirs.

Des joints périphériques sont exécutés pour les surfaces supérieures à 12 m².

Ces joints intéressent le carrelage et le mortier de pose.

5.2.1.2 Chapes incorporées

Le dosage en ciment du mortier est au moins égal à celui du béton du support avec un minimum de 350kg par mètre cube de mortier.

5.2.1.3 Chapes et dalles rapportées adhérentes

La préparation du support sera effectuée selon les prescriptions du paragraphe 3.411 du C.C.D.T.U. 26.2.

Le dosage minimal en ciment est de 350 kg par mètre cube de mortier ou béton.

Outre les joints de construction du support, qui sont poursuivis dans les chapes ou dalles, des joints de fractionnement seront exécutés sur la hauteur de ces ouvrages ou une partie de cette hauteur avec un minimum de 3 cm.

Les chapes et dalles d'épaisseur comprise entre 1 et 3 cm ont réalisées en mortier avec incorporation d'adjuvants ou de produits spécifiques.

5.2.1.4 Chapes et dalles flottantes

Les chapes et dalles flottantes sont désolidarisées des parois et des pénétrations par interposition de bandes autocollantes résilientes ou tout autre système équivalent.

Le dosage en ciment est de 350 kg par mètre cube de mortier ou béton.

Des joints de fractionnement d'une hauteur minimale de 3 cm seront exécutés tous les 50 m² et au plus tous les 10 m.

5.2.2 Tolérances d'exécution

Ouvrages	Règle de 2m appliquée en tous sens sur la surface	Règle de 20 cm appliquées en tous sens sur la surface
Chapes incorporées	Flèche inférieure ou égale à 7 mm	Flèche inférieure ou égale à 2 mm
Chapes et dalles rapportées	Flèche inférieure ou égale à 5 mm	Flèche inférieure ou égale à 2 mm
Chapes et dalles rapportées destinées à	Flèche inférieure ou égale à 5 mm	Flèche inférieure ou égale à 1 mm

recevoir un revêtement de sol collé ou une peinture		
---	--	--

5.2.2.1 Enduits de lissage

La mise en œuvre des enduits de lissage est réalisée selon les prescriptions du paragraphe 4 du cahier 1835 du C.S.T.B. en particulier, les enduits de type P3 ont une épaisseur minimale de 3 mm.

Si le support ne présente pas les qualités requises en ce qui concerne sa propreté ou son pouvoir absorbant ; il est procédé à l'application d'un primaire d'accrochage compatible avec l'enduit de lissage dans les conditions de l'annexe 1 du cahier 1865.

Dans le cas de mise en œuvre de revêtements céramiques collés sur support de type I avec enduit de lissage, la consommation minimale d'enduit est de 4 kg/m² conformément à l'article 1.311 du C.P.T. n° 255-2.

Les délais d'attente avec circulation sont :

- de 6 à 12 heures pour les enduits à prise lente ;
- de 2 à 4 heures pour les enduits à prise rapide.

Le délai minimal d'attente avant la pose des revêtements de sols minces sera compris entre 1 et 3 jours.

5.2.2.2 Revêtements de sols céramiques intérieurs collés

Les prescriptions à suivre pour l'exécution du travail dans les locaux classés P3 au plus sont celles du cahier des prescriptions techniques n° 255-2 du C.S.T.B. ou en priorité celles de l'avis technique du mortier-colle si les prescriptions sont différentes.

En particulier, la famille du produit de pose et le mode de pose sont en accord avec les dimensions des carreaux et le type de support.

L'âge du support est au minimum de 2 mois, ce délai étant ramené à 1 mois dans le cas de dallage sur terre-plein. La température du support est comprise entre 5° C et 30° C pendant la mise en œuvre.

Les proportions d'eau de gâchage, le temps de repose, la durée de vie et le temps ouvert pratique d'application des carreaux indiqués dans l'avis technique du mortier-colle employé sont respectés.

Si le support comporte des joints, le revêtement en comporte au droit de ceux-ci.

Les tolérances d'exécution sont :

- l'alignement des joints : écartement maximum 2 mm pour une règle de 2 m auquel s'ajoute la tolérance propre au produit ;
- la planéité.

Mode de pose	Type de support	Règle de 2 m
Simple ou double encollage	I	Flèche inférieure ou égale à 5 mm
	II	Flèche inférieure ou égale à 7 mm
	III	Flèche inférieure ou égale à 10 mm
Tirage à la règle	I, II, III	Flèche inférieure ou égale à 3 mm

Pour la terre cuite et les grés étirés, largeur des joints est supérieure à 2 mm.

Après nettoyage au chiffon ou à l'éponge humide, le revêtement est protégé pendant au moins les 48 heures suivantes.

5.2.2.3 Revêtements muraux intérieurs collés (céramiques)

Les prescriptions à suivre pour l'exécution du travail sont celles du cahier des prescriptions techniques du C.S.T.B. n° 255-4 (adhésifs sans ciment), n° 255-3 (mortiers colles) ou n° 255-5 (ciments colles) ou en priorité celles de l'avis technique du mortier-colle si les prescriptions sont différentes.

En particulier, la famille du produit de pose et le mode de pose sont en accord avec les dimensions et les masses surfaciques des carreaux, le type de support et l'exposition des parois.

L'emploi du mortier-colle est réservé aux supports en béton plein ou enduits au mortier ou en plaques de parement en plâtre à faces cartonnées, sauf si la paroi est d'exposition très humide pour ce dernier cas.

Pour les ciments colles et les adhésifs sans ciment :

- leur emploi est proscrit sur des surfaces d'exposition très humides, ainsi que pour les surfaces, moyennement humides dont le support est un enduit au plâtre traditionnel ;
- au moment du collage, l'humidité résiduelle du plâtre (traditionnel, THD ou projeté) sera inférieure à 5 % en poids.

Les proportions d'eau de gâchage, le temps de repos, la durée de vie et le temps ouvert pratique d'application des carreaux indiqués dans l'avis technique du mortier-colle ou ciment-colle employé sont respectés.
La durée d'ouverture des pots d'adhésif sans ciment prêt à l'emploi est impérativement limitée à 6 heures.
Des garnitures d'étanchéité souples appropriées sont prévues pour le raccord avec les appareils sanitaires.
La tolérance de planéité est de 5 mm sous la règle de 2 m.

6 NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

6.1 Dépannages et réparations

Quand un composant est changé, il doit être remplacé par du matériel aux caractéristiques techniques identiques et prenant en compte les critères de développement durable. En cas de cessation de fabrication, un modèle aux caractéristiques au moins équivalentes est présenté à l'acheteur pour accord. Pour les matériels dont l'esthétique revêt une importance pour l'acheteur, le remplacement ne peut se faire que par du matériel d'esthétique identique.

La maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention :

- la maintenance corrective palliative ou « dépannage ». Les travaux effectués revêtent un caractère provisoire pour des raisons de rapidité et sont généralement suivies d'une action de maintenance corrective curative. Elles visent à ne pas interrompre le fonctionnement de l'installation si la sécurité des personnes et des biens est assurée. **Les dépannages font l'objet d'un CRI intermédiaire ;**
- la maintenance corrective curative ou « réparation ». Les travaux visent à redonner aux installations leur fonctionnement normal. Elles peuvent être déclenchées suite à une intervention de maintenance préventive ou de maintenance palliative. Le titulaire procède ainsi au remplacement ou au réglage des éléments défectueux, à la vérification des autres éléments des installations afin de pourvoir aux problèmes éventuels, et effectue, préventivement, les opérations nécessaires à un fonctionnement durable des installations. **Les réparations font l'objet d'un CRI final.**

Les travaux font l'objet d'un CRI final à l'identique de la maintenance corrective curative ou « réparation ».

Si le dépannage et/ou la réparation commencent en heures ouvrées et se termine en heures non ouvrées, alors le titulaire ne peut établir un devis de régularisation que sur les heures ouvrées.

6.2 Déclenchement

Les dépannages, réparations et/ou travaux sont déclenchés :

- à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation constatée par le titulaire ou le représentant de la personne publique ;
- à la demande du représentant de la personne publique, par un ordre d'intervention (OI).

Si le titulaire ne peut pas intervenir dans les délais donnés, celui-ci doit en informer téléphoniquement et par écrit la personne publique et le responsable du service exploitant, en indiquant les raisons et les causes du dépassement. L'appel téléphonique, confirmé par courriel, qui déclenche l'intervention sert de point de départ du décompte des délais. Le délai s'achève au moment où les performances de l'équipement sont rétablies.

6.2.1 Heures ouvrées (HO)

Les travaux sont déclenchés par appel téléphonique ou courriel d'un représentant de la DID de NOUMEA, et formalisées par un OI.

6.3 Planning d'intervention ou de travaux

Avant chaque intervention de dépannage et/ou de réparation, le titulaire doit signaler son arrivée au représentant de la DID de NOUMEA pour faciliter son accès, en précisant, la date, l'horaire, les noms et prénoms des intervenants.

Le titulaire doit avertir au minimum la veille, avant midi, des interventions ou des travaux qu'il prévoit d'effectuer. En cas d'absence de communication, si le personnel de l'entreprise se voit refuser l'accès, l'acheteur est dégagé de tous les frais engendrés.

En revanche, si le titulaire a bien prévenu et qu'il se voit refuser l'accès, alors une heure de travail d'un ouvrier par personnes mobilisées et les frais de déplacements sont imputables à l'acheteur.

Un fichier des personnes à contacter est remis au titulaire lors de la réunion de calage de ce présent accord cadre.

6.4 Comptes rendus d'intervention de dépannage, de réparation ou de travaux

Le titulaire adresse un compte-rendu au représentant de la personne publique **à chaque fin d'intervention** (voir annexe 2).

La rédaction des comptes rendus d'intervention a pour objectif de :

- servir de support écrit pour l'admission des travaux ;
- garantir la traçabilité des travaux effectuées sur une installation.

Le nommage des fichiers respecte le format suivant :

«DATE»_«IMMEUBLE-bâtiment»_« Pièce ou local »_«nature de l'intervention»_«final ou intermédiaire» où :

- DATE sous le format aaaammjj
- IMMEUBLE abrégé (voir annexe 1)
- Bâtiment : 4 chiffres
- Nature de l'intervention

Pour exemple :

20250825_BA_0005_048_création_dalle

20251024_PTE_0046_005_renforcement_poteau_BA

Les espaces sont remplacés par des soulignés « _ ».

6.5 Groupage des commandes pour la facturation

Les devis des dépannages, envoyés reprenant les éléments des interventions pour la maintenance corrective qui en est issue, sont accumulés pour chaque emprise jusqu'au seuil de 120 000 XPF HT ou mensuellement s'il n'est pas atteint pour être passés en commande.

6.6 Décomposition et phasage des prestations

6.6.1 Phasage de déroulement et suivi des prestations

Juste après la notification du marché, le titulaire et le chargé d'affaires responsable du marché de la DID NOUMEA se réunissent pour :

- une relecture intégrale du CCTP afin d'assurer la bonne compréhension du déroulement du marché ;
- la préparation de la mise en page des documents à fournir lors de l'exécution des prestations du marché comme les comptes rendus d'intervention (CRI) ;
- la définition des modalités de transmission de ces documents (objets des courriels, dénomination des pièces jointes, désignation des localisations, etc...) ;
- la fourniture au titulaire toutes les règles de sécurité, d'accès et de fonctionnement, ainsi que toutes les informations en sa possession sur la nature et le fonctionnement du site ;
- l'établissement et la présentation au visa du représentant de la personne publique du programme détaillé de déroulement du marché (nom des responsables, numéros de téléphone des intervenants, organigramme de la structure mise en place, nom des techniciens, listing des voitures qui accèdent aux sites, etc...) ;
- l'échange des organigrammes et des coordonnées des intervenants en heures ouvrées (HO) entre l'acheteur et le titulaire ;
- la participation à l'inspection préalable et à l'élaboration des pièces de prévention pour chaque site ;
- l'élaboration d'un tableau de bord afin d'assurer le suivi des demandes de travaux et des opérations de maintenance corrective (palliative et curative) ;
- la sensibilisation du personnel du titulaire aux installations, objet de ce marché, et aux procédures organisationnelles et sécuritaires de ce marché ;
- la proposition du titulaire sur la mise en place d'une procédure pour les travailleurs isolés (ex : application sur smartphone, ou intervention impérative à deux techniciens...).

Des réunions périodiques avec le titulaire du marché sont organisées.

Des documents ou informations complémentaires jugés utiles peuvent être joints au compte-rendu, notamment pour assurer le suivi des actions définies lors de chaque réunion.

6.6.2 Avant toute exécution de travaux

Le titulaire doit veiller à :

- remplir les obligations du titulaire ;
- proposer à l'agrément du maître d'ouvrage tous les sous-traitants, prestataires de service et fournisseurs ;

- fournir toute la documentation (fiches techniques, références des fournitures et des fournisseurs...) concernant le matériel ou les matériaux prévus d'être mis en œuvre ;
- fournir la copie des agréments, PV, avis, labels...pour tous les matériaux ou matériels soumis à un avis technique d'un centre d'essai agréé ;
- mettre en place les installations de chantier nécessaires et obligatoires avant commencement des travaux.

6.6.3 Pendant la période d'exécution

Le titulaire doit veiller à :

- remplir les obligations du titulaire ;
- prendre les mesures nécessaires à l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé conformément aux directives générales ;
- réaliser l'ensemble des tâches prévues au marché ;
- renseigner le carnet de chantier, s'il en a été ouvert un ;
- assister aux réunions provoquées par le maître d'œuvre ;
- s'assurer d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- réaliser tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc..., dans les conditions définies dans le présent document ;
- protéger les tuyauteries contre l'introduction des corps étrangers, par les tampons ou bouchons ;
- prévoir des bennes et évacuer tous les déchets du chantier dans le respect de la réglementation.

6.6.4 A la fin de chaque chantier

Le titulaire doit veiller à :

- prévoir la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les finitions, reprises, vérifications, essais, contrôles... des ouvrages exécutés ;
- effectuer toutes les finitions, les retouches de peinture... ;
- effectuer le repliement des installations de chantier ;
- participer aux opérations préalables à la réception et à la réception définitive des travaux ;
- nettoyer les pièces concernées par les travaux de manières fines (poussières) ;
- fournir le dossier technique complet des ouvrages exécutés (plans, schémas, documentation, PV ou certificats des équipements installés...).

6.7 Installation de chantier

6.7.1 Installations fournies par le titulaire

Le titulaire est tenu de disposer et maintenir en état tous les panneaux de signalisation et balisages nécessaires en vue de prévenir les risques de chutes de personnes, chutes d'objet, chocs... aux abords des différentes zones concernées par les travaux à exécuter.

Pour les chantiers qui nécessitent d'être clos, des panneaux " Chantier interdit au public" sont posés sur le périmètre de chantier.

L'entreprise assure la fourniture et la pose de l'ensemble des clôtures, balisages, protections et toute installation de chantier prescrites par le responsable prévention (SPS ou préventionniste du site).

Les locations d'appareil pour les chantiers ne peuvent pas être utilisées dans un autre cadre.

6.7.2 Installation pour chantier avec baraquement.

Les installations sont conformes aux indications *supra* et sont mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations).

Pour les besoins du chantier, des baraques à usage de bureau, de sanitaires, de vestiaire ou stockage de matériels peuvent être mis en place, à charge du titulaire, sur un périmètre indiqué par le maître d'œuvre. Cet emplacement ainsi que son accès dont les aménagements sont à la charge du titulaire, est maintenu en parfait état pendant toute la durée du chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de chantier.

6.7.3 Installations pour chantier sans baraquement

Les installations sont conformes aux indications *supra* et sont mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations).

6.7.4 Signalisation supplémentaire

Le maître d'œuvre peut demander, en plus des installations prescrites par le service de prévention, la mise en place d'éléments supplémentaires spécifiés ci-dessous :

- fléchage « Travaux » ;
- barrières de chantier, hauteur 2m sur plots amovibles ;
- chaînes en PVC de couleur rouge et blanche (25m) ;
- lanternes.

Ces dispositifs sont installés à l'unité pour la durée du chantier.

6.7.5 Installations fournies par le maître d'ouvrage pour les fluides

L'utilisation des fluides est définie au CCAP.

6.8 Elimination des déchets

Les déchets industriels, en particulier les déchets générateurs de nuisances, doivent être évacués et éliminés vers une entreprise de traitement agréée.

L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils ont obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et doivent proposer des solutions techniques correspondantes.

La gestion des déchets de chantiers est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux préparatoires ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- la réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, font l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.

Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.

Le titulaire précise sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.

Par ailleurs, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

Le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur concernant :

- le transport des déchets selon le règlement des transports des matières dangereuses par la route (R.T.M.D.R.) ;
- les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;
 - o Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ; textes de référence :
 - * décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en ce qui concerne les déchets d'emballages, dont la valorisation matière ou énergétique est obligatoire ;
- l'évacuation des déchets conformément à l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées
- l'élimination des déchets, la récupération des matériaux et le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances se font conformément à la délibération n°01-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement relative au code de l'environnement de la province sud ;
- la mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).

7 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

7.1 Matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre, sont toujours neufs et première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne doivent en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre a toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à l'avis technique, l'entrepreneur ne peut mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaire d'un avis technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne peut mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

7.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il doit alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

7.3 Agréments-Essais-Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, le titulaire ne peut mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet avis technique et il doit toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

Il est également tenu de produire à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces documents, le maître d'œuvre peut prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui sont entièrement à la charge du titulaire.

7.4 Echantillons

Le titulaire est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui sont entièrement demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

8 Réunions contractuelles

8.1 Participation aux réunions

Le titulaire assure la présence d'un responsable d'affaires aux réunions de chantier, de coordination, ou de synthèse, provoquées par le représentant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Les réunions portent sur les thèmes suivants :

- réunion de lancement de l'accord cadre ;
- réunions de chantier, au démarrage ou en cours d'exécution d'un Bdc ;
- réunions trimestrielles de pilotage-coordination de l'accord cadre ;
- réunions annuelles.

Les réunions sont déclenchées par l'une ou l'autre des parties en fonction des besoins ou difficultés rencontrées. La présence du titulaire à ces réunions est une nécessité et est due au titre du présent accord cadre. Le compte-rendu de la réunion est rédigé par le représentant du maître d'œuvre et est communiqué au titulaire par ordre de service.

8.2 Réunion de lancement

Le responsable du marché, les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre et le titulaire se retrouvent pour une réunion de lancement du marché qui se déroule dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée entre le titulaire et l'acheteur au plus près de la notification.

Elle a pour objectif de :

- présenter les interlocuteurs ;
- effectuer une relecture des pièces du marché ;
- vérifier l'ensemble des pièces administratives, notamment :
 - o les éléments financiers du titulaires ;
 - o les différentes habilitations ou certificats de formation ;
 - o les demandes de CPR et/ou d'habilitation ;
 - o les DC4 ;
- faire une présentation des attendus ;
- répondre aux questions.

8.3 Réunions trimestrielles

Les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre mettent en place des réunions trimestrielles qui se déroulent dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée après concertation entre le titulaire et l'acheteur, sauf pour une convocation obligatoire par l'acheteur, en cas de constat d'aléas liés aux prestations du marché. Elles ont pour objectif de :

- vérifier l'état d'avancement des prestations dues par le titulaire au titre du marché, notamment :
 - o le passage en revue des dépannages et/ou réparations réalisés et ceux restant à réaliser ;
 - o les demandes de travaux exprimées par l'acheteur ;
 - o les commandes en attente ;
 - o la situation des travaux en cours.
- permettre en complément :
 - o de mettre à jour le BPU avec des prix nouveaux si nécessaire ;
 - o d'examiner et de traiter les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché et établir des actions de progrès ;
 - o à l'acheteur, de faire un bilan des prestations devant être réalisées par le titulaire et d'en tirer les conclusions en matière d'éventuelles pénalités à appliquer au titulaire ;
 - o au titulaire d'exprimer ses propositions de travaux (hors marché) quant à :
 - l'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - la rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;
 - la mise en évidence d'éventuelles insuffisances des installations face à une évolution des besoins.

8.4 Réunion annuelle

Les responsables de marché et de maintenance du titulaire ainsi que le représentant technique de l'exploitant, participent à une réunion annuelle organisée par l'acheteur à une date fixée par ce dernier en concertation avec les autres parties.

Cette réunion se déroule dans les locaux de la DID de Nouméa et a pour objectif de :

- Examiner les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché ;
- Etablir des actions de progrès ;
- Définir les avenants éventuels du marché compte tenu du retour d'expérience acquis.

Au vu d'une part, des conclusions et des échanges de cette réunion, et d'autre part, de l'exercice passé et de sa connaissance acquise des installations, le titulaire met à jour le rapport annuel tel que défini au présent CCTP et indique notamment :

- La synthèse des défauts constatés accompagnés de solutions correctives adaptées et des conséquences qui découlent d'une absence de mesures ;
- Ses propositions de travaux quant à :
 - o L'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - o La rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;
 - o La mise en évidence d'éventuelles insuffisances des installations face à une évolution des besoins.